

Europe : nous voilà !

Autor(en): **Nabholz, Lili / Bugnion-Secretan, Perle / sch**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **80 (1992)**

Heft 6

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280007>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Europe: nous voilà !



L'Europe de demain c'est aussi l'Europe des femmes. Durant ces prochains mois Femmes suisses vous propose de suivre l'évolution de notre pays face à l'intégration européenne et de poser un regard attentif sur les enjeux et les perspectives qui s'ouvrent aux femmes.

La conseillère nationale Lili Nabholz, de Zurich, membre de la commission parlementaire des affaires étrangères, nous a autorisées à publier l'article ci-dessous. Nous l'en remercions.

C'est devenu en peu de temps une banalité de remarquer que nous sommes, notamment en Europe, témoins des plus importants changements survenus depuis la fin de la guerre. Et lorsqu'on demande ce qui, ces prochaines années, exigera le plus d'efforts de notre pays, la réponse est quasi stéréotypée: l'intégration européenne, la démocratisation des pays de l'Est.

Cette prise de conscience en Suisse de la portée de ces événements donne à notre vie politique une nouvelle dimension. Tant mieux! Il est bon que nous sortions de ces années de non-engagement vis-à-vis de l'Europe. Cela influence même notre politique intérieure et agit contre un certain immobilisme, cela nous oblige à repenser nos attitudes dans divers domaines. Depuis que Nicolas de Flue nous a recommandé de ne pas regarder trop loin, nous avons pris l'habitude de nous replier sur notre propre espace, et cela nous a souvent empêchés de nous ouvrir au monde.

Les rapprochements survenus en Europe ont déjà marqué notre pays. Le dilemme: adhésion à l'EEE et éventuellement à la CE ou isolement a déclenché un processus de réflexion. Des problèmes institutionnels comme le fédéralisme, le droit international, la neutralité, qui ne font généralement



En route pour l'Europe...

(Photo Laurent Maous, Européennes, quelles femmes? Ed. Messidor 1992)

pas des vagues, sont devenus des thèmes essentiels. Contrairement aux années antérieures, où les allusions à des standards internationaux dans certaines questions techniques spécifiques déclenchaient des réflexes négatifs, ce sont maintenant des éléments de notre politique, dont ils contribuent à fixer les objectifs. On constate en effet que les messages du Conseil fédéral sur les projets de loi contiennent aujourd'hui un paragraphe sur l'Europe. Et même la référence à une réglementation européenne ajoute un poids politique à un argument. Notre pays s'est déjà engagé dans la voie qui fera de lui non plus un cas particulier, mais un cas normal.

Tout est allé vite, trop vite aux yeux de beaucoup de gens. Cela provoque des oppositions. C'est paradoxal, mais bien qu'on entende parler de l'Europe, les discussions sont confinées entre un petit nombre d'initiés. Ce qu'on en sait reste vague, au-delà de quelques slogans. On n'a pas encore saisi toute l'ampleur de la question. Peu de gens en ont une vue d'ensemble, et cela bien que les autorités et les médias nous inondent d'informations. Peut-être y en a-t-il trop pour qu'on puisse vraiment les assimiler. Et aussi, il faut le dire, les scénarios et les solutions ont constamment varié, et cela ne facilite pas la compréhension.

Ce qui est frappant aussi, c'est que ces questions, qui façonnent notre avenir au même titre que la création de l'Etat fédéral en 1884, sont me-



nées, actuellement comme alors, sans que les femmes y participent. En effet, peu d'entre elles sont présentes aux discussions sur l'Europe, et ces discussions sont peu influencées par les femmes. Cette exclusion n'est évidemment ni formelle ni explicite. C'est simplement un fait, mais ce n'est pas un hasard. On retrouve ici la structure classique: les points importants sont de la compétence des hommes, les femmes sont reléguées au rang de spectatrices. C'est comme dans la famille: aux hommes les relations extérieures, aux femmes les questions relatives au foyer.

Le thème Europe est «occupé» par les hommes, au propre et au figuré. Les quelques exceptions ne font que confirmer la règle, sans rien y changer. Cela pourrait avoir un effet négatif sur les futures votations, mais l'absence des femmes a déjà influencé le contenu, le style et l'ordre des priorités dans les discussions sur l'Europe. Elles auraient pourtant toutes les raisons de s'en mêler, la politique étrangère influençant de plus en plus la politique intérieure. Une participation serait d'autant plus nécessaire que dans le domaine social la Suisse prend du retard par rapport à ses voisins. La dynamique qu'engendre le processus d'intégration pourrait servir d'entraîneur à une politique de promotion des femmes.

Nous avons fait la même expérience avec la décennie de l'ONU pour les femmes. Les directives et les programmes d'action ont suscité des progrès manifestes. De même, les activités du Conseil de l'Europe dans le domaine des droits des femmes. Il n'y a donc pas de raison de douter que les exigences de la CE en ma-

tière d'égalité ne profitent pas aux Suissesses.

Politique d'égalité

La discrimination contre les femmes a fait l'objet, jusqu'à maintenant, de cinq directives et de trois programmes d'action à moyen terme. Ils concernent pour l'essentiel l'égalité de salaires et l'égalité de traitement dans la profession et dans la sécurité sociale. Les directives indiquent dans chaque cas les prescriptions légales et les mesures administratives souhaitables; elles touchent aussi bien les discriminations indirectes que directes. Les programmes d'action regroupent un ensemble de mesures relatives au contrôle de l'application des directives et à la concrétisation de l'égalité par des actions positives, qui peuvent aller jusqu'à l'introduction de quotas.

Il ne faut pas oublier les décisions favorables aux femmes du Parlement européen, où leur proportion, 18,3%, est particulièrement élevée. Enfin, la jurisprudence de la Cour européenne de justice a montré la voie en matière d'égalité de salaires.

On peut conclure de tout cela qu'une politique visant à l'égalité entre hommes et femmes est partie intégrante de la politique européenne. Les directives et les programmes d'action vont plus loin que ce qui s'est fait en Suisse jusqu'à maintenant. En particulier, la CE véhicule une autre image de la femme que celle qui règne chez nous. Ainsi, on considère comme normal qu'une femme aspire à faire carrière et souhaite bénéficier d'un avancement normal.

Je ne cède pas à l'illusion de croire que



Qu'a-t-elle à attendre de l'Europe de demain?
(Photo Luc-Olivier Bunzli)

tout aille pour le mieux dans les pays de la CE grâce à ses directives et programmes d'action. Une analyse de la situation des femmes dans chaque pays montre que les effets de la politique de l'égalité vont moins loin que les textes ne le laissent supposer. Les discriminations les plus notoires ont certes été adoucies, mais elle ne sont de loin pas encore éliminées.

Se grouper pour agir

La politique de l'égalité de la CE laisse une large marge de liberté, et les progrès varient de pays à pays. Il faut en outre reconnaître que les conditions de travail et de vie des femmes sont déterminées par d'autres facteurs encore que les décisions de la politique en faveur des femmes, et notamment par les décisions prises dans le domaine de l'économie. Pour que les femmes aient la chance de participer à de telles décisions, il faut qu'elles disposent d'un réseau de relations, et qu'elles aient la volonté d'intervenir et de grouper leurs forces pour agir sur les points essentiels. Cela dépend aussi de l'importance des organisations féminines.

Les Suissesses sont-elles aujourd'hui prêtes, avec leurs organisations, à assumer de telles interventions? Je suis plutôt sceptique, car les forces du mouvement féminin à l'origine se sont passablement émoussées au cours de la longue marche à travers les institutions. Paradoxalement, malgré l'émancipation, il existe toujours une certaine réticence à faire état des besoins spécifiques des femmes. Elle hésitent, lorsqu'il s'agit d'elles-mêmes, à faire ce que font les autres groupes d'intérêt, que ce soient les paysans, les milieux financiers, les syndicats ou les employeurs, les écologistes ou les organisations de consommateurs. Ce serait pourtant la chose la plus naturelle au monde que les femmes mettent aussi leurs propres désirs sur la table.

Dans presque toutes les prises de position sur les relations entre la Suisse et l'Europe, on invoque l'identité suisse. C'est en-

Déjà...

- en 1946, à l'Université de Zurich (et ce n'est pas un hasard), Churchill lance l'idée d'une confédération des Etats européens comme moyen de garantir la paix sur notre continent;

- en 1951, sous l'inspiration de Robert Schuman pour la France et de Konrad Adenauer pour l'Allemagne, six pays signent le Traité de Paris, gage de paix en Europe, et fondent ainsi le Marché commun; en grandissant, administré par la Commission des communautés européennes (CCE), il deviendra la Communauté européenne (CE), aujourd'hui forte de douze membres;

- en 1960, à Stockholm, sept pays, dont la Suisse, qui pour des raisons politiques veulent rester en dehors du Marché commun, fondent l'Association européenne de libre échange (AELE);

- en 1967, le premier traité européen, le Traité de Rome, consacre son article 119 à l'égalité dans la profession entre hommes et femmes;

- en 1972, la Suisse ratifie en votation populaire un traité bilatéral entre elle et le Marché commun; dès lors, plus d'une centaine de traités ont été conclus dans des domaines particuliers entre ces deux partenaires;

- en 1991, signature du Traité de Maastricht, qui doit encore être ratifié par les Etats membres; il fixe à la CE des objectifs qui doivent renforcer ses moyens d'action en matière économique, financière et politique; entrée en vigueur le 1er janvier 1993,

- 2 mai 1992: signature du Traité de Porto, qui unit les membres de la CE et de l'AELE dans un marché commun: l'Espace économique européen (EEE); il doit être ratifié par les Etats membres de l'AELE et devrait entrer en vigueur le 1er janvier 1993.

Et puis...

- le 26 mai 1992, le Conseil fédéral a déposé officiellement sa demande d'ouverture de négociations avec la CE sur les conditions d'une éventuelle adhésion; ces négociations pourraient durer une année ou deux.

P. B.-S.



core là un chapitre qui n'est pas réservé aux idées masculines. Il est essentiel que les femmes fassent aussi valoir les leurs, qui font également partie de notre culture. Elles ont toujours été les inspiratrices d'idées nouvelles et de voies nouvelles vers des horizons encore inexplorés. Pour survivre, elles ont toujours dû agir en pionnières. Elles représentent une grande partie de ce qu'on appelle en termes modestes les «ressources humaines». Qu'on se réfère à leur nature ou à leur histoire, il faut leur reconnaître la capacité de renverser les barrières mentales, d'élever le niveau de tolérance.

Nous sommes témoins d'un changement général des valeurs, dû principalement aux femmes, comme en témoignent la découverte de leur propre histoire, la distance qu'elles gardent à l'égard du rationnel pur, la recherche d'accents nouveaux dans la culture et les sciences, et de solutions globales. Les problèmes essentiels auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée, les développements qui menacent d'aboutir à des impasses exigent un nouvel ordre des priorités. Ce dont on a besoin principalement, c'est de ce qu'on pourrait appeler «une pensée multirelationnelle» (vernetztes Denken). Elle manque dans les discussions sur l'Europe. L'intégration européenne ne concerne pas seulement l'économie.

L'Europe n'est pas seulement un espace économique, mais – on l'oublie malheureusement trop souvent – elle est aussi un espace de vie, et de vie commune. Tous les



L'Europe c'est aussi 172 millions d'Européennes.
(Photo N. Reynard, *l'Europe au féminin*, Ed. Ramsay, Paris, 1992)

éléments dans cet espace de vie sont en relation les uns avec les autres, agissent les uns sur les autres. Tout comme notre monde est de plus en plus marqué par un réseau de dépendances mutuelles, notre espace de vie suisse constitue en lui-même déjà l'un de ces réseaux, mais il est aussi relié aux réseaux alentour. Dire cela, c'est ne faire que constater un état de fait indiscuté et banal, mais c'est encore ne rien dire du système de valeurs dominant, ni de la façon de se situer face à cette interdépendance. C'est pourtant là une question centrale. Peut-être la notion de culture peut-elle nous aider à trouver une réponse.

Un espace de vie est aussi un espace de culture, qu'il ne suffit pas d'organiser et d'administrer, mais qu'il faut aussi soigner et développer, «cultiver» au sens propre. Et cela implique attention, responsabilité,

compréhension. Il y faut plus qu'une protection contre les atteintes de l'extérieur, plus que des mesures matérielles, techniques. Mais surtout de la sollicitude et de la perspicacité. Peut-être est-ce une telle attitude, qu'on pourrait qualifier de féminine, qui manque dans les discussions sur l'Europe.

Un espace de vie

Quand on parle de la Suisse, quand on écrit sur la Suisse, on utilise volontiers le mot «place»: la Suisse comme place économique, financière, de travail, etc. Ce n'est pas un hasard. Cela provient du fait qu'on ne voit la Suisse que d'un seul point

de vue, et non comme un tout. C'est pourquoi aussi nous nous préoccupons de la «santé» de ces différentes places, plutôt que de la santé de l'ensemble du pays. Voir la Suisse comme un espace de vie, c'est la comprendre de façon plus complète. Vivre, c'est plus que travailler et gagner de l'argent. Alors que l'idée de place fait penser à quelque chose de délimité et de fonctionnel, l'idée d'espace est associée à celle de dynamisme et d'ouverture.

Nous en sommes bien éloignés. A suivre les discussions sur l'Europe, on est frappé de constater la vigueur avec laquelle on dit non, on formule nettement ce qu'on ne veut surtout pas. On crée ainsi l'image fâcheuse d'une Suisse opportuniste.

Comment en suis-je venue à qualifier l'attitude opposée de «féminine»? Au cours des millénaires pendant lesquels les femmes ont été confinées dans le domaine du privé, des soins, de l'émotionnel, du service, de la disponibilité à l'égard des autres, elles ont intériorisé des valeurs qui aujourd'hui gagnent en importance. Ces valeurs commencent peu à peu à relativiser celles étiquetées masculines et qui ont marqué notre monde, comme le rationalisme, la volonté de s'affirmer, le goût du conflit.

Les femmes se sentent partagées entre le désir (ou la nécessité) de s'intégrer dans des structures qu'elles n'ont pas formées et qui ne correspondent pas à leurs besoins, et la crainte de se renier en s'y adaptant. Mais elles ont appris à chercher le passage étroit entre l'intégration et l'indépendance. Elles ont fait l'expérience, en tant que groupe tenu à l'écart, que si l'on veut participer aux décisions, il faut aussi collaborer.

Les femmes ne sont certes pas les seules gardiennes des qualités qu'on demande aujourd'hui. Mais en raison de leur histoire, elles sont tout particulièrement appelées à introduire ces qualités dans tous les domaines de notre vie sociale, à l'enrichir d'une dimension jusqu'ici trop peu reconstruite. Cela va au-delà de ce qu'on appelle la question féminine. Il ne s'agit pas d'un supplément de droits, de possibilités, de chances, il s'agit d'établir des règles du jeu pour la vie en commun de tous les êtres humains.

Lili Nabholz
Traduction P. B.-S.

CE et femmes: à lire

(sch) – Deux livres fort différents, tant par leur présentation que par leur méthode de comparaison et d'analyse. Bien sûr, n'y cherchez pas la moindre allusion à la Suisse: il s'agit des femmes des douze pays de la Communauté.

«Européennes, quelles Femmes?»

Monique Houssin, Madia Tovar – (Ed. Messidor)

Riche autant en documents photographiques et en reproductions qu'en statistiques et en comparaisons, ce livre se présente un peu comme une revue: typographie variée et fonds de couleur différents selon qu'il s'agit du texte suivi ou d'encadrés, d'exemples de vies de femmes citées nommément. Une fois qu'on s'est habitué à cet aspect et au fait que la table des matières est très vague (un index serait utile dans une telle étude!), une fois qu'on est entré dans l'optique des auteurs, on prend intérêt à lire ces comparaisons entre pays. Il est très ambitieux de vouloir cerner un problème aussi vaste en 200 pages, mais à y regarder de près on trouve une foule de renseignements, reposant sur des études nombreuses; on y vérifie aussi que dans tous les domaines (travail, formation, prestations sociales) les femmes sont partout dans une situation plus précaire que les hommes.

«L'Europe au Féminin, 172 millions d'Européennes au jour le jour»

Anne-Marie Cattelain – (Ed. Ramsay)

Un chapitre par pays, donc douze chapitres (même si la table des matières oublie l'Italie, le pays figure dans le texte, rassurez-vous). Le livre est donc plus systématique et, en 215 pages, l'auteur tente de reprendre, pour chaque pays – et pour autant qu'elle ait pu trouver les renseignements permettant la comparaison, car il y a certaines lacunes – les domaines les plus importants touchant à la vie des femmes: la contraception, l'avortement, le travail, le chômage, les allocations, la protection de la femme enceinte... Pour rendre l'étude moins rébarbative et en agrémenter la lecture, Anne-Marie Cattelain a choisi dans chaque pays une ou deux femmes qui lui semblent représentatives et dont elle raconte l'histoire ou les idées.